



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Justice

Luxembourg, le 13 septembre 2019
Réf. N° QP-77/19

Monsieur le Ministre
aux Relations avec le Parlement
p.a. Service Central de Législation
L-2450 Luxembourg

Objet : Question parlementaire n°1025 du 6 août 2019 de l'honorable Députée Nancy Arendt

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire tenir en annexe notre réponse à la question parlementaire sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

La Ministre de la Justice,

Sam TANSON

Réponse commune de Madame Sam Tanson, Ministre de la Justice et de Monsieur François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure, à la question parlementaire n° 1025 du 6 août 2019 de l'honorable Députée Nancy Arendt concernant la lutte contre la pédopornographie et les abus sexuels sur mineurs

Ad 1)

Au sein du Service Police Judiciaire de la Police grand-ducale, la section « *Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel* » a pour mission de mener des enquêtes du type pédopornographie. Les enquêteurs de cette section suivent régulièrement des formations offertes tant par Europol que par Interpol ou tout autre service à l'étranger et au Luxembourg. Depuis plusieurs années, la section est dotée d'un logiciel spécifique pour pouvoir analyser les données, notamment un système de reconnaissance d'images ou de films pédopornographiques.

Ad 2) et 3)

A l'heure actuelle, eu égard aux développements technologiques récents en ce qui concerne l'intelligence artificielle, la Police attend les premiers retours d'expérience des pays précurseurs pour évaluer le besoin ou la possible plus-value d'une telle solution par rapport aux outils informatiques spécifiques actuellement mis en place.

Ad 4)

Actuellement, treize enquêteurs de la section « *Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel* » du Service de Police Judiciaire s'occupent entre autres des infractions à connotation sexuelle commises sur des enfants. Outre les enquêtes relatives aux abus sexuels sur mineurs, deux enquêteurs sont spécialement en charge des dossiers de pédopornographie.

Les effectifs de la Police grand-ducale seront renforcés de manière générale dans le cadre du plan de recrutement. Les besoins des différentes unités et sections seront ainsi évalués.

Au niveau du Ministère public, un magistrat du Parquet de Diekirch, et, en moyenne sur les dernières années, un groupe de quatre magistrats de la section Protection de la Jeunesse et Famille du Parquet de Luxembourg, se sont spécialisés dans la lutte contre la pédopornographie et contre les abus sexuels sur mineurs. Il y a lieu de relever qu'en 2018, le Parquet de Luxembourg a décidé de fusionner les sections « *Protection de la Jeunesse* » et « *Protection de la Famille* ». En effet, le cercle familial doit être considéré comme un ensemble, ce qui permet une approche multidisciplinaire et complète permettant de mieux combattre le « mal » à la racine.

Au niveau du cabinet d'instruction auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, cinq juges d'instruction et, à partir de septembre, six juges d'instruction se sont spécialisés en matière de lutte contre la pédopornographie et les abus sexuels sur mineurs. Au niveau du cabinet d'instruction de Diekirch, il s'agit actuellement d'un juge d'instruction.

Les effectifs de la magistrature sont renforcés dans le cadre du programme pluriannuel de recrutement de la magistrature, tel que prévu dans la loi modifiée afférente du 27 juin 2017.

Ad 5)

Nombre d'affaires « initiées » par le Luxembourg en matière de pédopornographie au cours des 5 dernières années

Juridiction	2014	2015	2016	2017	2018
DIEKIRCH	5	9	6	8	5
LUXEMBOURG	25	26	35	36	32
Total	30	35	41	44	37

Affaires qui ont débuté par une dénonciation d'autorités étrangères

Juridiction	2015	2018
LUXEMBOURG	2	1
Total	2	1

Nombre de commissions rogatoires dont le Luxembourg a été saisi en matière de pédopornographie

	2014	2015	2016	2017	2018
NB Affaire CRI	15	11	17	18	11

Pays requérants

Pays	2014	2015	2016	2017	2018
ALLEMAGNE	0	2	2	0	3
AUSTRALIE	0	1	0	1	0
AUTRICHE	2	1	1	1	0
BELARUS	0	0	0	1	0
BELGIQUE	0	1	1	1	0
BRESIL	0	1	0	0	0
DANEMARK	2	0	0	0	0
ESPAGNE	0	1	2	1	0
IRLANDE	3	2	4	5	4
JAPON	0	1	1	1	0
PAYS-BAS	5	0	1	1	1
POLOGNE	0	0	5	0	1
PORTUGAL	0	0	0	1	0
ROYAUME-UNI	0	0	0	0	1
SLOVAQUIE	0	0	0	2	0
SLOVENIE	0	1	0	2	0
SUEDE	1	0	0	0	1
SUISSE	1	0	0	1	0
TCHEQUE, REPUBLIQUE	1	0	0	0	0
Total	15	11	17	18	11

Ad 6)

Les autorités policières et judiciaires font bien entendu usage des outils de coopération fournis par Europol et Eurojust, en conformité avec les dispositions du Règlement (UE) 2016/794 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 en ce qui concerne Europol, et du Règlement (UE) 2018/1727 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 en ce qui concerne Eurojust. Aussi, afin d'approfondir leurs connaissances en la matière, les enquêteurs en charge des enquêtes relatives à la pédopornographie participent régulièrement à des stages, formations et colloques organisés par les autorités étrangères, notamment par Europol, Interpol et le BKA., et les nouvelles tendances et les meilleures pratiques utilisées par les autorités internationales sont, si nécessaire, introduites dans les enquêtes nationales.

Pour la grande majorité des affaires où des personnes ont consulté des représentations pornographiques, le Service de Police judiciaire a d'ailleurs été saisi via les systèmes de coopération internationale (Europol et Interpol).